

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

3^e ANNÉE | N^o 63 |

16 DÉCEMBRE 1926

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

DÉTENTIONS A BARCELONE. — La police a réalisé, à Barcelone, de nouvelles détentions de Catalans. La plupart des détenus sont maintenus au secret. Il en est qui ont été transférés à Madrid pour y subir un interrogatoire spécial. Plusieurs de ces détenus ont été provoqués par la découverte des projets de M. Macià.

LES CATALANS DÉTENUS A PARIS. — Pendant cette quinzaine et comme suite aux déclarations qu'ils ont fournies au juge, nombre de Catalans et d'Italiens ont été remis en liberté. Toutefois, M. Macià et ses principaux collaborateurs sont toujours dans la prison de la Santé, où ils reçoivent beaucoup de visites.

LE DIRECTOIRE ET LA LANGUE CATALANE. — Le gouvernement de Madrid a élargi l'Académie de la Langue espagnole en y accordant de nouveaux sièges pour les langues « régionales », telles que le catalan et ses variantes le valencien et le majorquin, le galicien et le basque. Ce n'est pas un honneur que l'on rend de la sorte au catalan : c'est un châtiement. D'abord, on croit de la sorte s'attirer l'intellectualité catalane ; puis on nie ainsi l'unité du catalan, car si l'on accepte les variantes du catalan au sein de l'Académie, pourquoi ne pas accepter celles du castillan ? C'est qu'on veut les hommes de langue catalane désunis et ceux de langue espagnole unis. Mais encore, si l'on veut honorer ainsi le catalan, à quoi bon le bannir des écoles, des églises, de partout ? Ils le veulent à la catégorie de folklore, rien de plus. Et la preuve : pendant qu'à Madrid le gouvernement l'incorpore — c'est une façon de dire — à l'Académie, ce sbire du Directoire qu'est l'actuel maire de Barcelone, fait enlever les plaques bilingues qui existaient dans la ville pour indiquer les rues. Et ce simple fait prouve et souligne les véritables intentions du gouvernement d'Alfonso sur la langue de Raymond Lulle et d'Auzias March.

ROMAIN ROLLAND ET LA CATALOGNE. — Parmi les nombreuses signatures du manifeste que nous insérons dans ce numéro, on relève, entre autres noms illustres, celui de Romain Rolland. L'auteur de Jean Christophe a écrit de sa main, au bas du manifeste, les lignes suivantes que nous nous faisons un honneur de reproduire ici : « Non seulement j'approuve et je signe ce manifeste, mais j'exprime aux conjurés catalans ma sympathie entière et mes regrets qu'ils n'aient point réussi. Mais, « le temps viendra... ». — Romain Rolland. » D'autre part, un journal de Barcelone publie une lettre de l'illustre écrivain adressée à un Catalan de ses amis. On y lit le paragraphe suivant : « Je voudrais que vous sachiez l'affection que j'ai pour votre pays catalan et l'admiration que j'ai conservée de Barcelone et de sa prodigieuse vitalité, dans tous les ordres d'action et de pensée — particulièrement en musique. C'était aussi l'impression que m'exprimait mon ami Richard Strauss — cependant exigeant ; il me disait que ce n'était qu'à Barcelone où il avait pu faire exécuter, presque à première vue, une œuvre de polyphonie vocale extrêmement compliquée. »

DÉCÈS. — Nous avons eu le regret d'apprendre le décès, à Sant-Sadurni-de-Noya, de M. Modest Casanovas, ancien maire de cette commune. M. Casanovas, qui était l'un des plus forts viticulteurs du Penedès, avait beaucoup travaillé, dans sa région, pour combattre le phylloxéra. Il présida, de 1910 à 1914, le Conseil municipal de Sant-Sadurni et ce fut sous sa présidence que cette commune demanda, la première, l'instauration de la « Mancomunitat ». Disons encore que M. Modest Casanovas était le père de M. Joan Casanovas, l'ancien député, qui s'est réfugié à Paris pour échapper aux persécutions du Directoire.

EN FAVEUR DE LA CATALOGNE. — Pour l'indépendance de la Catalogne et le droit d'asile, deux meetings ont eu lieu à Bordeaux et à Toulouse, respectivement. Au cours du premier, un ordre du jour réclamant la liberté des Catalans fut voté à l'unanimité. A Toulouse, M. André Marty réclama le droit d'asile et salua les Catalans qui étaient disposés à lutter contre la tyrannie espagnole.

CONTRE LA PRESSE. — Le journal La Punta, de Sitges, a été suspendu pour deux mois. L'hebdomadaire Renovacion a subi le même sort et, en plus, a été puni d'une amende de 500 pesetas. La censure continue à sévir d'une façon acharnée contre la presse catalane.

Le problème catalan, problème européen

On a beau vouloir ignorer les problèmes des nationalités, on a beau vouloir les étouffer dans une sphère de silence ; soudain, ils surgissent avec violence et ils exigent qu'on leur prête attention. Alors le plus grand des ridicules tombe sur tous ceux qui ont parlé de « problèmes imaginaires », d'« agissements de quatre insensés », d'« affaires sans importance ». On se rend compte qu'un problème vivant existe, qu'il réclame une solution, qu'il constitue déjà une menace sérieuse pour l'Etat oppresseur et pour la paix européenne.

C'est le cas du problème catalan. Que de gens, même haut placés, ayant la prétention de connaître tous les ressorts de la politique européenne, n'ont pas attaché pendant longtemps la moindre importance à ce problème ! Il a fallu que le soulèvement de Macià ait été découvert, qu'on ait parlé d'armes, de munitions, de plans de campagne, pour que l'attention mondiale se soit retournée vers le coin nord-est de la Péninsule Ibérique. Faudra-t-il donc toujours avoir recours aux armes et au sang pour se faire entendre ? L'effort spirituel, la création d'une culture, devront-ils toujours être accompagnés d'un effort belliqueux pour qu'ils soient pris en considération ?

Quelqu'un, toutefois, a déjà su comprendre que le problème catalan est appelé à jouer un rôle de premier ordre dans la politique européenne. Il est indubitable que des agents fascistes ont voulu profiter du soulèvement de Macià pour créer des ennuis à la France. Depuis ce moment, même les personnes les plus aveuglées doivent comprendre que le problème catalan constitue une sérieuse menace pour la paix européenne. Tant qu'il ne recevra pas la solution qu'il exige, le danger sera là, prêt à provoquer la conflagration. Le document émanant des groupes catalans autonomistes qui ont pris part au dernier Congrès des minorités — document publié dans de nombreux journaux — contient à ce propos des observations très judicieuses, notamment lorsqu'il rappelle que la Catalogne est au centre du problème de la Méditerranée et toujours des puissances sont prêtes à profiter de l'état des esprits en Catalogne pour faire avec plus ou moins de discrétion le jeu de leur intérêt. « Le soulèvement avorté et qui a été surpris au seuil même de la frontière franco-espagnole — ajoute le document — a pu montrer les agissements troubles d'une certaine puissance méditerranéenne. »

Manifeste en faveur des Conjurés Catalans

Les intellectuels soussignés, sans distinction de partis ni d'opinions, émus par la situation faite aux conjurés catalans dont le sincère esprit de sacrifice et l'ardent idéalisme forcent le respect, invitent la France à se souvenir que nombre d'entre eux sont les survivants des milliers de volontaires catalans engagés sous notre drapeau pendant la grande guerre.

Ils sont persuadés que les tribunaux acquitteront et que le gouvernement relâchera sans aucune sanction des détenus que l'Espagne elle-même — si l'on en croit les bruits de presse — n'a pas l'intention de poursuivre, et qui comptent parmi eux des artistes de talent, dont notre pays se priverait gratuitement, alors que leur valeur honore la nation qui leur accorde l'hospitalité.

D^r P. ALBAREL, majoral du Félibrige, Narbonne.
ALBERTINI, professeur au Lycée Henri-IV, à Paris.
J.-J. ALLIÈS, maître-jardinier de la Ville de Marseille.
Paul ALPHANDÉRY, directeur à l'Ecole des Hautes Etudes, Sorbonne, Paris.
ANTOINE-ORLIAC, homme de lettres, Paris.
Georges ARTUS, directeur de « L'Éveil Catalan », Perpignan.
E. AUDE, majoral, Aix-en-Provence.
BANVILLE D'HOTEL, fondateur de la Fédération internationale des Lettres, Arts et Sciences.
Victor BASCH, professeur à la Sorbonne, président de la Ligue des Droits de l'Homme.
Louis BÉCHET, majoral et baile dou Felibrige, Vaison-la-Romaine (Vaucluse).
Marcel BERNARD, architecte, Montpelliérain, ancien Capoulié.
Valéri BERNARD, majoral, Provençal.
Paul BERT, homme de lettres.
BODIN, félibre marseillais.
Jean BONNAFOUS, professeur au Lycée Henri-IV, secrétaire de la Ligue pour la Langue d'Oc à l'Ecole, Quercinois.
A. BIRGÉ, institutrice à Paris.
M. BOURAT, Collège des Sciences Sociales, Paris.
Nicolas BOURGEOIS, ancien élève de l'Ecole Normale

Mais, peut-on s'étonner qu'un fait semblable se produise ? L'histoire de la Catalogne pourrait nous en fournir bien d'autres. La Guerre de Trente Ans, celle de la Succession d'Espagne, les guerres de la Révolution et les guerres napoléoniennes, pour ne citer que les moments culminants, ont vu les puissances européennes profiter du mécontentement existant en Catalogne pour créer des difficultés à l'Espagne. Pendant la guerre de Trente Ans, c'est la France qui a profité du soulèvement de la Catalogne contre l'Espagne de Philippe IV ; Louis XIII et Louis XIV ont porté pendant douze ans le titre de comte de Barcelone. Pendant la guerre de la Succession d'Espagne, au début du XVIII^e siècle, ce furent l'Autriche et l'Angleterre qui cherchèrent à trouver, et trouvèrent, en effet, en Catalogne, un point d'appui solide dans leur lutte contre les Bourbons. Louis XIV et Philippe V. L'Archiduc Charles trouva dans les Catalans des sujets dévoués, prêts à tout sacrifice, et l'Angleterre, des alliés fidèles, dont elle paya bien mal les services. Les représentants anglais et les représentants catalans signèrent un pacte d'alliance, en vertu duquel l'Angleterre s'engageait à soutenir jusqu'au bout la Catalogne dans la lutte. Ce qui n'empêcha pas les ministres de la reine, à la fin de la guerre, de l'abandonner à la vengeance du premier Bourbon espagnol, dès qu'ils virent que celui-ci ne voulait admettre dans le traité de paix aucune clause concernant l'autonomie catalane. Quelques années plus tard, c'était de nouveau la France qui profitait des velléités séparatistes de la Catalogne ; des patriotes catalans luttèrent à ce moment à côté des armées de Louis XIV.

Les guerres de la Convention et de Napoléon contre l'Espagne ont amené des agissements pareils, quoique avec un résultat négatif. Mais le fait n'a pas moins existé. Depuis lors, l'occasion ne s'est pas encore produite pour qu'il se renouvelle, mais elle peut se produire d'un moment à l'autre. Plus d'une fois déjà des étincelles ont jailli. Plus d'une fois, la France a fait valoir discrètement devant le gouvernement espagnol, pour obtenir des avantages politiques ou commerciaux, les aspirations autonomistes de la Catalogne. A présent et pour la première fois depuis deux siècles, les Catalans ont recours aux armes. Leur tentative de soulèvement apparaît liée à des agissements de caractère international. C'est un recommencement.

Supérieure, Docteur ès lettres, Flamand.
Georges BRUGUIER, sénateur du Gard.
Valentin BRESLER, directeur du « Mercure de Flandre ».
Ferdinand BUSSON, ancien président de la Ligue des Droits de l'Homme.
Miquel CAMÉLAT, majoral, Gascon.
Jean CAMP, professeur-agrégé au Lycée Louis-le-Grand, Paris.
H. CAMUS, Collège des Sciences Sociales, Paris.
Emile CARBON, docteur en droit, licencié ès lettres, directeur de la Société Marseillaise de Crédit Immobilier.
Léon CASTEL, député de l'Aude.
André CHANSON, homme de lettres, Cévenol.
CHARLES-BRUN, majoral, professeur au Collège des Sciences Sociales, Paris.
D^r F. CLÉMENT, majoral, et la société félibrénne « Prouvènço ! » de Marseille (150 membres).
Antoni CONIO, Mestre en Gai Saber, Marseille.
Pierre CONSTANS, député de l'Aude.
Gustave DELAVENNE, secrétaire de l'Alliance Républicaine Démocratique.
Paul DELSÉRIÈS, professeur au Lycée Henri-IV à Paris, Quercinois.
Joseph DELTEL, homme de lettres, Catalan.
Henri DUGLOS, homme de lettres, Paris.
Raymond FABRE, directeur d'école publique à Marseille.
Adolphe FALGAIROLLE, homme de lettres, Provençal.
Renat FARNIER, syndic de la Mancomunitat de Lemozi, avocat à la Cour d'Appel de Limoges.
P. FRANCIS, rédacteur à « L'Éveil Catalan », à Perpignan.
GALLY, avocat à Paris.
D^r GARBIOL, député des Basses-Alpes.
P.-L. GRENIER, bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale, félibre limousin.
Paul GROS, homme de lettres.
Amédée GUILLAUME, homme de lettres.
Alexandre GUINLE, homme de lettres.
Jaume GUIRAU, artiste peintre, à Aix-en-Provence.
Marius JOUVEAU, Capoulié dou Felibrige et l'Escolo de la Lar (150 membres).
DE LA BATUT, sénateur de la Dordogne.

Léopold-LACOUR, agrégé de l'Université.
M. LASSERRE, officier honoraire, félibre.
M^{me} LÉQUILLER, femme de lettres, Paris.
Joseph LOUBET, majoral, Montpelliérain.
Morvan MARCHAL, directeur de « Breiz Atao », vice-président de la Ligue Nationaliste Bretonne.
J.-Ed. MAZIN, vice-syndic du Félibrige limousin.
Alexandre MERCIEREAU, Université du Caméléon, Paris.
G. MÉTRA, professeur au lycée d'Aix-en-Provence.
Eugène MONTEL, publiciste.
Comtesse de NOAILLES.
J. ORTOLI, professeur au lycée d'Aix-en-Provence.
J.-B. PAMS, conseiller général des Pyrénées-Orientales, maire d'Arles-sur-Tech, et le Conseil Municipal, S. F. I. O., de cette ville.
Jean PARAYRE, professeur au lycée d'Aix-en-Provence.
Jean PARVY, député de la Haute-Vienne.
Y. PÉLISSIER, député de l'Aude.
Eugène POITÉVIN, directeur du « Fédéraliste », ex-secrétaire de la Fédération Nationale des Cheminots.
Edouard RAMOND, homme de lettres, Marseillais.
Louis ROUQUIER, félibre languedocien, maire de Levallois-Perret, conseiller général de la Seine.
Yvanhoé RAMBOSSON, homme de lettres.
Philippe RATORET, professeur au lycée d'Aix-en-Provence, ex-surveillant général du Lycée Français de Madrid.
Romain ROLLAND.
Pierre ROUQUETTE, félibre, avocat à Marseille.
Emile ROUX-PARASSAC, homme de lettres, Dauphinois.
Han RYNER, homme de lettres.
Albert SCHNEEBERGER, homme de lettres.
L. SIMON, homme de lettres.
P. SUDRIA, Docteur ès sciences, ancien élève de l'Ecole Polytechnique.
C. TARBOURIECH, Collège des Sciences Sociales, Paris.
Henri TASSO, député des Bouches-du-Rhône.
Adrien TOURTEBATTE, homme de lettres.
D^r VAZEILLES, ex-député du Loiret.
Bénézet VIDAL, majoral, syndic de la Mancomunitat d'Auvernia, e l'Escola felibrénca de Limània.
Marquis de VILLENEUVE-ESCLAPON, majoral, Provençal.
N. B. — Les personnes qui approuvent ce manifeste et qui désirent le signer sont priées d'envoyer sans retard leur adhésion, soit à M. Jean Bonnafous, professeur au Lycée Henri-IV, rue Clovis, Paris-VI^e ; soit à la rédaction du Courrier Catalan, 71, rue de Rennes, Paris-VI^e.

Lettre à un ami Catalan

Matval, décembre 1926.

MON CHER AMI,

Bien que régionaliste — et davantage, comme vous savez — je regrette fort Paris. Non pour les plaisirs qu'il dispense — et dont si peu se trouvaient à ma portée — mais pour mes besoins d'action.

Résignons-nous, puisque le sort malheureux a voulu qu'au moment où le poète, tué par le militant, n'était plus en moi pour en jouir, en sérénité, des joies simples de la nature, je fusse relégué dans un bourg où l'agglomération ne dépasse guère une quinzaine de feux, autour desquels ne se chauffent que des cultivateurs, dont quelques-uns joignent à leur labeur terrien, celui d'ouvriers d'usine.

Là, seul dérivatif à la monotonie de l'existence, j'ai le loisir, en toute tranquillité d'esprit, de réfléchir, journaux et revues en mains, sur les nouvelles que ceux-ci m'apportent, de commenter les événements et d'en peser l'importance.

Mais il faut vivre l'état d'isolement qu'est le mien pour se faire une idée de l'impression que me causa l'annonce de la généreuse tentative du vaillant colonel Macià, en faveur de la libération de son pays.

Généreuse tentative ! Le qualificatif peut détonner dans la bouche d'un proudhonien, mais vous, cher ami, écrivain, philosophe, vous êtes d'une psychologie trop avisée pour vous étonner de cette anomalie entre l'homme et le théoricien ! Comment, en effet, ne pas admirer ce qui est naturellement admirable : le dévouement sans bornes, jusqu'au sacrifice de sa vie — peu de chose, souvent — de sa liberté — ce qui est plus grave — pour le redressement d'un déni de justice, pour la délivrance de ses concitoyens odieusement opprimés, stupidement brimés !

Ah ! certes, les protestations de l'évolutionniste, du réfractaire à toute violence — surtout organisée — n'étaient pas sans échos dans mon cerveau ; mais elles se trouvaient aussitôt couvertes par les raisons spontanées, justificatrices, d'une conscience outragée. Car je pensais à cette anomalie d'une Europe qui permet l'ancêtrement des fructueux efforts vers sa renaissance, d'une haute civilisation un instant assoupie en même temps qu'elle s'honore d'un Cour d'arbitrage et d'une Société des Nations, mère pontife de quantité de poussins — dont nul ne sait, il est vrai, s'ils ne seront des coqs batailleurs !

Donc, j'étais ému. Pouvait-il en être autrement ! Un instant avant la réception des journaux, je lisais, dans *Le Feu*, ces paroles, extraites d'un discours prononcé devant les félibres Catalans, le 9 septembre 1868, par Saint-Rémy :

« Nous voulons que notre peuple, au lieu de crouler dans l'ignorance de sa propre histoire, de sa grandeur passée, de sa personnalité, apprenne enfin ses titres de noblesse, apprenne que ses pères se sont considérés toujours comme une race, apprenne qu'ils ont su, nos vieux Provençaux, vivre toujours en hommes libres et se défendre comme tels. »